

ACTION URGENTE

IRAK. CINQ ANS APRÈS, ON EST TOUJOURS SANS NOUVELLES DE CENTAINES D'HOMMES ET DE GARÇONS

Au moins 643 hommes et garçons originaires de la province d'Al Anbar, dans le centre de l'Irak, ont « disparu » depuis cinq ans, depuis qu'ils ont été enlevés par les Unités de mobilisation populaire, un groupe armé lié à l'État, le 3 juin 2016. À ce jour, leurs familles ignorent s'ils sont encore en vie et les autorités n'ont pas pris de mesures efficaces pour les localiser et révéler quel sort leur a été réservé.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Premier ministre

Mustafa al Kadhim

Courriel : media.office@pmo.gov.iq

Twitter : @MAKadhim

Monsieur le Premier ministre,

Dans la nuit du 3 juin 2016, 1 300 hommes et garçons considérés comme étant en âge de se battre ont été soumis à des disparitions forcées aux mains des Unités de mobilisation populaire, milices affiliées à l'État, alors qu'ils tentaient de fuir avec leurs familles la ville de Saqlawiya, dans la province d'Al Anbar, dans le centre de l'Irak. Sur ces 1 300 hommes et garçons, **643 sont encore à ce jour victimes de disparitions forcées** – un crime relevant du droit international. Depuis, leurs familles vivent dans une angoisse terrible, ignorant si leurs proches sont en sécurité ou même s'ils sont en vie.

D'après des [témoignages crédibles recueillis par Amnesty International](#) auprès de personnes ayant été enlevées, de témoins ou de proches de victimes de disparitions forcées, le groupe qui fuyait Saqlawiya a été intercepté par des hommes armés de mitrailleuses et de fusils d'assaut. Des témoins les ont identifiés comme faisant partie des Unités de mobilisation populaire, grâce aux emblèmes sur leurs uniformes et leurs drapeaux. Ces hommes armés ont séparé les hommes et les garçons du reste du groupe et les ont conduits dans des bâtiments, des garages et des magasins abandonnés dans les environs et ont confisqué leurs documents d'identité, leurs téléphones et leurs objets de valeur. Plus tard, ils leur ont ligoté les bras dans le dos, principalement avec des menottes en plastique. À la tombée de la nuit, plusieurs bus sont venus s'ajouter à un grand camion et ont embarqué une partie de ces hommes et garçons. On ignore toujours ce qu'il est advenu des hommes et des garçons emmenés dans ces véhicules.

Le 5 juin 2016, le bureau du Premier ministre irakien de l'époque, Haider al Abadi, a mis en place une commission destinée à enquêter sur les disparitions et les atteintes commises dans le cadre de l'offensive militaire pour reprendre Fallouja. De son côté, le gouvernement local de la province d'Anbar a créé une commission d'enquête qui a publié ses conclusions, indiquant que 643 hommes et garçons déplacés de la région de Saqlawiya avaient été victimes de disparitions forcées. À ce jour, ces deux commissions n'ont toujours pas divulgué d'informations probantes sur le sort qui a été réservé à ces 643 hommes et garçons.

Nous vous demandons de toute urgence, Monsieur le Premier ministre, d'ouvrir dans les meilleurs délais une enquête impartiale et indépendante en vue de déterminer ce qu'il est advenu des personnes disparues, de dévoiler publiquement les conclusions des précédentes investigations menées par toutes les commissions mises sur pied, de prendre des mesures immédiates en vue de révéler ce qu'ils est advenu des personnes soumises à des disparitions forcées aux mains des Unités de mobilisation populaire et de veiller à ce que les victimes et leurs familles obtiennent justice, vérité et réparations.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma haute considération,

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



COMPLÉMENT D'INFORMATION

La disparition forcée de centaines d'hommes et de garçons dans la ville de Saqlawiya en juin 2016 n'est pas un incident isolé. Depuis l'apparition de l'État islamique et d'autres groupes armés en Irak, notamment Al Qaïda, des milliers d'hommes et de garçons sunnites ont été soumis à des disparitions forcées par les forces de sécurité irakiennes et des milices soutenues par l'État, dans un contexte de conflit armé continu, d'insécurité et de tensions communautaires exacerbées.

D'après le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'Irak détient [le record mondial](#) en termes de nombre de personnes disparues. Ce nombre pourrait se situer entre 250 000 et un million. Amnesty International a recueilli des informations sur des dizaines de disparitions forcées depuis 2014 dans les provinces d'Anbar, de Bagdad, de Diyala et de Salahuddin. Le 21 septembre 2016, elle a envoyé au Premier ministre de l'époque, Haider al Abadi, des informations sur 105 cas de disparitions forcées ayant eu lieu entre septembre 2012 et août 2016, et lui a demandé de veiller à ce que des enquêtes indépendantes et impartiales soient menées dans les plus brefs délais, en vue de déterminer ce qu'il est advenu des personnes disparues et de traduire les responsables présumés d'infractions en justice, dans le cadre de procès équitables, devant des tribunaux civils ordinaires.

Les enquêtes précédemment menées par le gouvernement sur les graves violations des droits humains commises par les Unités de mobilisation populaire n'ont pas offert aux victimes de recours ni de réparations. Par exemple, à la connaissance d'Amnesty International, les conclusions des enquêtes annoncées sur les homicides illégaux et les autres violences commises par les Unités de mobilisation populaire dans le village de Barwana et la ville de Muqdadiya (province de Diyala), le 26 janvier 2015 et le 11 janvier 2016 respectivement, n'ont jamais été rendues publiques et aucun membre des Unités de mobilisation populaire n'a été amené à rendre des comptes.

L'Irak est partie à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. D'après la loi irakienne sur les charniers, tout charnier découvert doit faire l'objet d'une enquête menée par une commission intergouvernementale qui comporte un juge. Cependant, à ce jour, les autorités qui exhument des charniers aux alentours de Saqlawiya n'ont pas pu confirmer si les restes découverts appartenaient à l'un ou l'autre des 643 hommes et garçons victimes de disparitions forcées.

LANGUES À PRIVILÉGER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : Anglais, arabe
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 29 juillet 2021
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

NOMS ET PRÉNOMS : 643 hommes et garçons victimes de disparitions forcées (il/eux)